

Rocard : brosse à reluire des dictateurs africains !

La Françafrique

Depuis les années 60, la France confisque l'indépendance de ses anciennes colonies africaines en y maintenant un système d'exploitation clientéliste et néocolonial : mise en place de dictateurs (complicité de coups d'Etat, fourniture d'armes et de mercenaires...), soutien politique, économique et militaire à ces régimes, silence face aux exactions et crimes qu'ils perpètrent, validation d'élections truquées, sont aujourd'hui les activités de prédilection de la France en Afrique.

Les réseaux français - économiques, politiques, militaires, médiatiques - que l'on retrouve à l'œuvre dans le pillage des ressources africaines et le maintien au pouvoir de ces dictateurs (Eyadema au Togo, Deby au Tchad, Sassou N'Guesso au Congo, Bongo au Gabon, Biya au Cameroun, etc.) sont originellement et majoritairement situés à la droite (parfois extrême) de l'échiquier politique (liés au RPF de De Gaulle, puis au RPR, puis à l'UMP). Mais le Parti Socialiste compte également d'éminents membres de la Françafrique. A l'occasion des commémorations récentes du génocide rwandais, la presse a rappelé le mépris de François Mitterrand pour les victimes (" Un génocide, dans ces pays-là, c'est pas trop important ", confidence à ses proches au cours de l'été 1994, rapportée par *Le Figaro* du 12 janvier 1998) - même si elle est loin d'avoir porté à la connaissance du grand public la responsabilité maintenant établie de Mitterrand dans le soutien au régime génocidaire et dans le déroulement même du génocide. Le procès Elf a également montré la collusion entre certaines personnalités de droite et de " gauche ". Redisons-le encore une fois, le centre de gravité de la Françafrique est bien à droite, et le premier responsable du soutien de la France aux dictateurs se trouve à l'heure actuelle à l'Elysée, le même qui a déclaré : "**Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus !**" (*Le Canard Enchaîné* du 28/07/1999). Mais nous nous devons de signaler que le candidat du Parti Socialiste aux prochaines élections européennes dans notre région est également un bon exemple de soutien " de gauche " à la Françafrique.

Rocard : l'ami des dictateurs

Si Rocard a eu des paroles courageuses pour dénoncer le soutien de la France au régime génocidaire au Rwanda, il n'en demeure pas moins un familier des compagnies pétrolières et des émirs de la Françafrique. Qu'on en juge :

Ce cher Eyadema...

Au pouvoir depuis 40 ans, depuis le Coup d'Etat réalisé sur ordre de la France et l'assassinat du président légitime Sylvanus Olympio, Eyadéma est un tortionnaire notoire. Il pille et opprime son pays avec un gant de fer suffisamment ferme pour qu'un cinquième de la population soit contrainte de vivre en exil. En 1991, le peuple togolais mobilisé le contraint à accepter la tenue d'une Conférence Nationale Démocratique. Mais le dictateur reprend les rênes dans un climat de terreur et de violences systématiques. Malgré la résistance de la population, il se maintient au pouvoir et organise des élections truquées en 1993 et 1998. En 1998, un raz-de-marée de bulletins a désigné comme vainqueur Gilchrist Olympio (fils du président assassiné en 1963). Même Eyadéma fait confiance de sa défaite en privé... ce qui ne l'empêche pas d'annoncer publiquement sa victoire avec le soutien de la France. L'opposition togolaise décide alors de boycotter les élections législatives qui devaient suivre, et qui n'auraient servi qu'à avaliser le coup de force. C'est dans ce contexte que Michel Rocard va apporter son soutien au dictateur et s'acharner contre l'opposition démocratique. Alors qu'il n'est pas mandaté, et contre l'avis des observateurs de l'Union Européenne, il adresse un rapport aux instances européennes dans lequel **il juge l'opposition " excessivement intransigeante " et responsable de la " régression de la démocratie " parce qu'elle a refusé de cautionner un scrutin truqué d'avance !** Il s'affiche même aux côtés du dictateur après la parodie électorale de 1999 et déclare : "**Nous sommes liés d'amitié.**" (*Togo-Presse*, 18/03/1999). Eyadéma sera naturellement " réélu " en 2003...

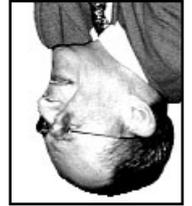
Ce cher Sassou...

Revenu au pouvoir en 1997 au terme d'une guerre civile payée par Elf et menée notamment avec l'ancienne armée génocidaire du Rwanda, Sassou a commis plus d'un crime contre l'humanité, en particulier dans le Pool, région qui refusait de se soumettre aux habitudes prédatrices et autocratiques du dictateur. Les agressions et opérations de purification ethnique menées contre les populations de cette région ont fait autant de victimes en 1999 que, durant la même période, les conflits au Kosovo, en Tchétchénie et au Timor Est réunis. Des villages entiers sont bombardés et rayés de la carte, le viol public est érigé au rang d'arme de guerre systématique... Peu après, fin 1999, Michel Rocard déclarera sur la radio Africa n°1 que "**le pouvoir de monsieur Sassou semble ouvert aux vertus du dialogue.**" Une vertu que partage assurément Rocard qui n'est pas regardant sur ses interlocuteurs...



Ce cher Biya...

Le 29 octobre 2003, Rocard est reçu à Yaoundé par Paul Biya, au pouvoir depuis 1982 grâce au "soutien" d'Elf selon les confessions de l'ancien président (Le Floch-Prigent), maintenu depuis lors à la Présidence par une série d'élections truquées. A sa sortie, il déclare à la presse : " **Le Cameroun peut se flatter d'avoir un président aussi efficace qu'intelligent** ". Bel exemple de flagornerie à l'égard d'un dictateur qui a réussi à faire d'un pays riche en ressources naturelles et humaines l'un des plus endettés, aux premières places pour la corruption et aux dernières pour le développement humain. Il confie également : " **J'ai été recruté par mes amis de RSCG [Roux, Séguela, Cayzac et Goudard] sur une commande du président de la République du Cameroun.** " Bien sûr, il serait mal venu de dire du mal des clients dont on doit vendre l'image ! Michel Rocard n'a apparemment aucun problème éthique à faire ce genre de travail puisqu'il ajoute : " **Je suis là pour aider à clarifier le système de décision.** " Le système de décision est très clair, les transferts d'argent sale le sont beaucoup moins. On espère que Rocard a été correctement rémunéré pour sa prestation...



Ce cher Déby...

Depuis son arrivée au pouvoir fin 1990 suite à un coup d'Etat fomenté par les services secrets français (Deby est passé par l'Ecole de guerre à Paris où il noué d'utiles contacts...), le général Idriss Deby assume personnellement au Tchad une stratégie de terreur dont le bras armé est la tribu des Zaghawas. Les innombrables expéditions punitives menées en particulier au Sud du pays s'accompagnent de multiples pillages et rançonnements. Au bout de 13 ans, après les élections truquées de 1996 et 2001, le bilan de ce cocktail de criminalité économique et politique rivalise avec celui de son prédécesseur, Hissène Habré (également intronisé par la France). Nombre de ces faits relèvent du crime contre l'humanité, en particulier les exactions commises contre les populations depuis la découverte de pétrole et le projet de construction d'un pipe-line à travers tout le pays jusqu'au Cameroun. Cela n'empêche pas Michel Rocard de parler dans *Le Monde* en juillet 2000 d'un " **gouvernement démocratiquement élu** " et de " **bilan plutôt encourageant** ", et de commettre un long plaidoyer pour la construction du pipe-line. Pour quelles retombées ?

Etc., Etc.

On pourrait citer encore Omar Bongo, dictateur du Gabon directement issu des services secrets français, déclarant : " **J'ai beaucoup d'amis dans la nouvelle majorité (de gauche), mais ne me demandez pas leur nom** ", et livrant malgré tout ceux de Dumas et... **Rocard, auquel il prête ostensiblement son avion personnel.** Aux Comores, on pourrait évoquer l'accord illégitime de Fomboni, passé entre les deux colonels dictateurs de la Grande Comore et Anjouan, Azali Assoumani et Saïd Abeid Abdéramane, accord auquel Rocard apportait son soutien en novembre 2000 dans *Jeune Afrique/L'Intelligent* ; **son amitié avec Bolloré ou certaines fréquentations comme Sirven...**

Laissons-lui simplement la parole pour terminer. Lorsqu'il est délogé contre son gré de la présidence de la Commission Développement du Parlement Européen, tremplin de ses initiatives africaines, il déclare grandiloquent le 23 juin 1999 : " **Les chefs d'Etat africains attendent beaucoup de ma reconduction. Le Togo, le Niger et le Congo ont besoin de moi. Il s'agit d'éviter des guerres civiles.** " (*Le Canard Enchaîné*, 28/07/99) Une grande œuvre tout à fait désintéressée, n'en doutons pas...

Survie 13, le 1er juin 2004

SURVIE 13 : Gardez le contact !

SURVIE 13 : Mille Babord, 61 rue Consolat, 13001 Marseille ; Mel : survie-13@wanadoo.fr ; Web : www.survie-france.org

SURVIE : 210 rue St Martin 75003 Paris Tél : 01 44 61 03 25 - Fax : 01 44 61 03 20

- ⇒ Informer sur la politique africaine de la France pour en finir avec la Françafrique
- ⇒ Combattre la banalisation du génocide
- ⇒ Promouvoir l'accès de tous aux biens publics

Donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants.

Nom :

Adresse :

Mel :

<input type="checkbox"/> Adhésion : 52 euros (1euro par semaine)	<input type="checkbox"/> Etre tenu au courant des initiatives
<input type="checkbox"/> Soutien : libre	<input type="checkbox"/> Etre tenu au courant des réunions
<input type="checkbox"/> Abonnement à Billet d'Afrique : 20 euros / 16 euros chômeurs, étudiants.	<input type="checkbox"/> Je peux vous aider pour...
<i>Les contributions donnent droit à un reçu pour déduction fiscale (60 %)</i>	

